



Numéro 8

septembre/
octobre 2010

www.fcefrance.fr

fce magazine



Actualités :

Une rencontre tournée
vers l'internationale
page 6



Focus :

Marie-Christine Oghly
Président du MEDEF
Ile-de-France
répond à nos questions
page 13



Initiative :

Force Femmes
se réjouit du soutien
des pouvoirs publics
page 18

L'Ile-de-France
championne
économique
au pied d'argile ?



page 8

Rencontres :
Dominique Léry
Sandra Le Grand
Dominique de la Garanderie

**PUB
AG2R**

Marie-Christine
OGHLY
Présidente FCE FRANCE



éditorial

Les paris du Grand Paris

Après plusieurs années de balbutiements, où les effets d'annonce se sont succédés aux querelles politiciennes, le dossier du Grand Paris va désormais entrer dans le concret.

Il s'agit d'un des grands chantiers présidentiels qui va profondément modifier la Région Ile-de-France au sein de laquelle sont créées 30 % des richesses françaises.

L'enjeu n'est pas mince : le Grand Paris vise à faire de la région-capitale le moteur de la croissance française, à l'instar des autres pays européens.

Londres, Milan, Madrid ont, sur la décennie passée, largement contribué à la croissance de leurs pays respectifs, tout en s'inscrivant dans le cadre de la mondialisation.

Paris Ile de France n'a pas pleinement joué ce rôle, ce qui implique, pour partie, la faible croissance enregistrée par la France ces dix dernières années.

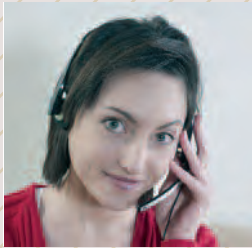
Le Grand Paris a pour objectif premier de remédier à cette situation. En modernisant le réseau de transports en commun, en créant 70 000 logements par an, en encourageant les grandes opérations d'aménagement, en ouvrant la région sur la façade maritime du Havre, le Grand Paris retrouvera son attractivité passée au service des entreprises et de l'emploi.

Avec la création de la Société du Grand Paris, le Gouvernement s'est doté d'un outil opérationnel pour réaliser une rocade ferrée de 160 km qui permettra de desservir les futurs grands pôles de développement économique de la région. N'oublions pas également la nécessité absolue. d'améliorer les liaisons banlieue-ban lieue : le réseau du Grand Paris doit s'harmoniser avec ARC Express.

Le Grand Paris ne se fera pas sans les acteurs économiques régionaux, parmi lesquelles les femmes Chefs d'Entreprises doivent occuper un rôle majeur. C'est une partie de l'avenir de notre pays qui se joue avec ce dossier.



PUB NOVALIS



08 L'Île-de-France championne économique au pied d'argile ?

sommaire

06 Une rencontre tournée vers l'internationale
actualités

10 Le Grand Paris, un grand pari pour l'Île-de-France
focus

Interview de Marie-Christine Oghly **13**

Portraits d'adhérentes franciliennes **14**

18 Force Femmes se réjouit du soutien des pouvoirs publics
initiative



21 Les conseils d'administration se féminisent
décryptage

Le commerce électronique boude la crise **22**

24 Dominique Léry gérante de ADHAP services
rencontres

Sandra Le Grand PDG de Canalce **25**

Dominique de la Garanderie **26**

28 Virtuoz, le logiciel qui cause
tendance



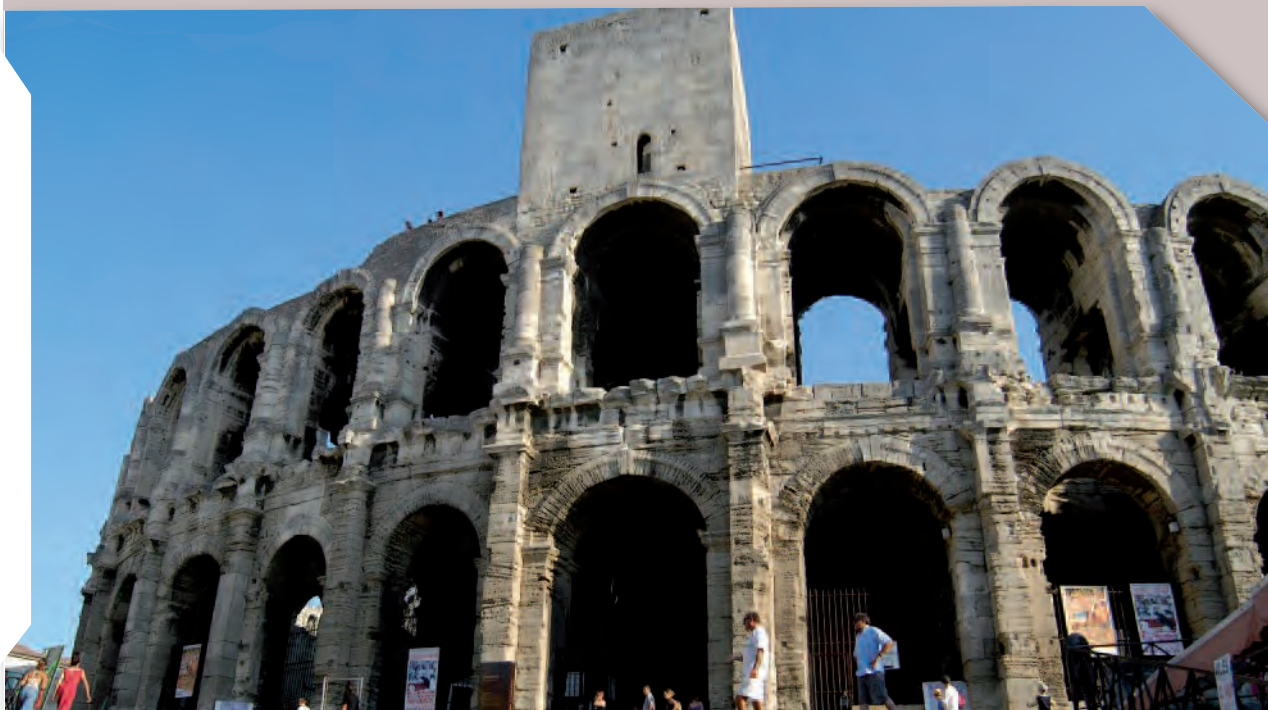
FCE le magazine

Le magazine des Femmes Chefs d'Entreprises,
12, rue Emile Allez - 75017 PARIS
Tél : 06 81 41 32 22 - www.fcefrance.fr

Directrice de la publication : Marie-Christine Oghly,
Comité de rédaction : Marie-Christine Oghly, Philippe Sclavon.
Rédacteur en Chef : Philippe Sclavon.
Ont participé à ce numéro : Sophie Delatour, Anna Voltz, Nathalie Duriard, Fabio Marquetty, Philippe Sclavon

Conception, rédaction, réalisation et régie publicitaire : SODIRP - 48, rue de Ponthieu 75008 Paris
Tél : 01 58 36 05 05
Directeur : Dominique Lévy
Direction artistique : Agnès Balard-Robert

Dépôt légal : septembre : 2010
Impression : EPEL
Liste des annonceurs : AG2R - Novalis - GSF - Réunica - GNP - GSC
Crédits photos : Fotolia
Les opinions émises dans cette revue n'engagent pas FCE FRANCE.



Une rencontre tournée vers l'internationale

Confrontées à un environnement en perpétuel mouvement sous l'effet de la mondialisation accélérée, les PME françaises sont contraintes à s'adapter vite. Les échanges internationaux se sont accrus à un rythme effréné. Exportation, importation, tourisme sont le lot de beaucoup d'entreprises. 20 % d'entre elles se déclarent intéressées par le développement de leurs activités à l'international.

L'édition 2010 du congrès national aura pour but d'explorer ces échanges et de favoriser l'émergence d'idées pour élaborer une « boîte à outils » la plus pragmatique possible.

Une conférence et 3 tables rondes

Un débat animé par Alain Simon, co-fondateur d'ACG et spécialiste en réflexion stratégique, sur le thème « Que sont les échanges internationaux ? » permettra de définir le cadre de réflexion du congrès. Des tables rondes ayant pour objectif de familiariser chaque secteur d'activité avec des pratiques liées au développement des entreprises s'articuleront autour des sujets suivants : la directive des services 2006/123/CE - comment capter la clientèle touristique au sein de son commerce - les contrats, dépôts des marques et brevet à l'international. Elles seront animées par 2 experts

et 3 Femmes Chefs d'Entreprises expérimentées sur le sujet. Des partenaires comme Ubi-france, la COFACE, l'association Procames, ou les douanes, seront également présents pour conseiller et répondre à toutes les interrogations. Chaque adhérente pourra repartir avec une « boîte à outils » sur clef USB comprenant également des fiches pays visant à donner les us et coutumes en B to B ou B to C.

Ce congrès sera enrichi par le travail que chaque délégation a mené depuis le mois de février au travers de sa région pour répondre à la demande suivante : « Quelles sont les outils régionaux mis à la disposition des Femmes chefs d'entreprises pour développer les échanges internationaux ? »



FCE en pays d'Arles

Présidente de délégation : LILIANE GUILLOT – Directrice Générale d'Aqualux

48 membres répartis entre :

Industrie : 9 %

Commerce : 39 %

Service : 34 %

Professions libérales : 9 %

Agriculture : 9 %

Un seul mot d'ordre : « agir au quotidien aux côtés des entrepreneurs » car notre seul parti est celui de l'entreprise, notre seul programme est de la faire évoluer dans un environnement favorable.



Le programme

Jeudi 7 octobre 2010 :

Eglise Saint-Anne en Arles

- 18h30 – Accueil des Femmes Chefs d'Entreprises par Monsieur le Maire d'Arles, Vice-président du Conseil Général des Bouches du Rhône, en présence de :
 - Monsieur le Sous Préfet
 - Monsieur le Président du Conseil Régional
 - Monsieur le Président du Conseil Général
 - Monsieur le Président de la CCIPA
- 19h30 - Cocktail dînatoire

Vendredi 8 octobre 2010 :

au sein de la CCIPA

«Les échanges internationaux»

- 9h : Accueil des congressistes
- 10h / 12h : Tables rondes
- 12h15 / 14h : Cocktail déjeunatoire
- 14h30 / 17h : Ateliers / Débats
- 17h30 : Clôture du congrès
- 20h30 : Soirée de Gala au Patio en Arles
- 21h30 : Remise des Trophées FCE France

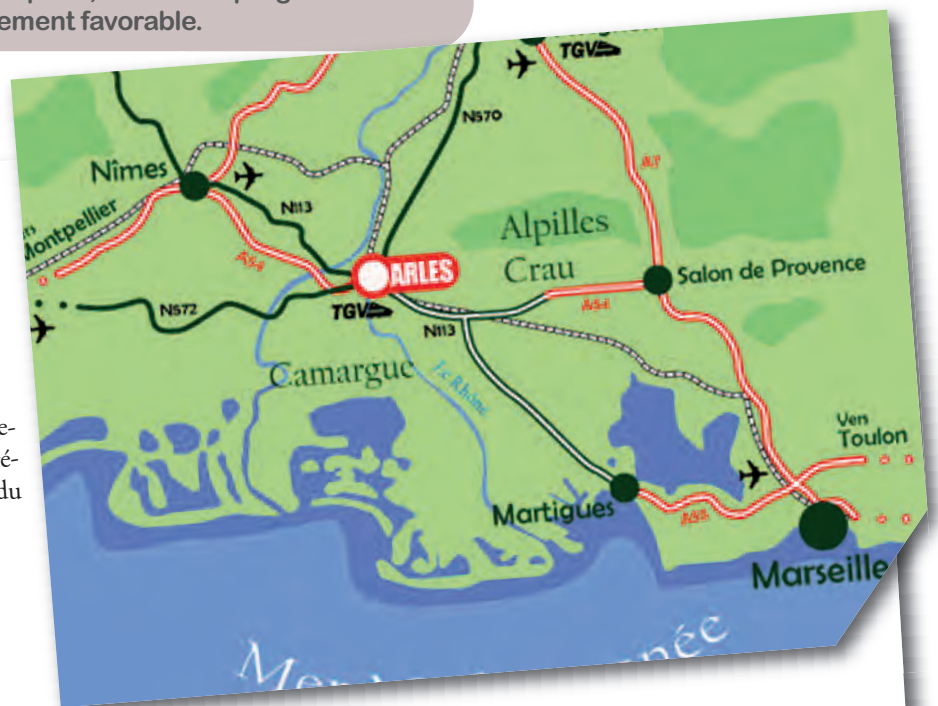
Samedi 9 octobre 2010 :

à la Manade Laurent au Salin de Giraud

Journée camarguaise

- 10h : Départ pour la manade
- 12h30 : Déjeuner au mas
- 14h30 : Jeux des gardians

Pour en savoir plus : www.fcearles.com



L'Ile-de-France championne économique ou pied d'argile ?



Premier bassin d'emploi européen avec plus de 5 millions de salariés, l'Ile-de-France a moins souffert que les autres régions françaises de la crise grâce à ses multiples atouts. Mais cette surdouée risque fort de déchanter, si elle ne parvient pas à résoudre rapidement ses problèmes structurels qui la pénalisent dans la concurrence internationale.

Un potentiel exceptionnel

53 % des cadres français y résident, une proportion due à la densité exceptionnelle de sièges sociaux.

La diversité de son tissu économique, est incontestablement une autre de ses caractéristiques, puisqu'elle couvre un large spectre depuis des secteurs particulièrement innovants tels que les biotechnologies et les nanotechnologies, les services « Wireless » ou l'animation graphique 3D ... jusqu'à des activités industrielles traditionnelles telles que l'aéronautique ou encore l'automobile.

Des activités soutenues par une dynamique de R&D performante encore amplifiée par la création des pôles de compétitivité à vocation mondiale (voir encadré). Avec 17 universités, une cinquantaine de grandes écoles, 600 000 étudiants, 68 000 chercheurs (40 % des effectifs français), la recherche francilienne représente 7 % des effectifs européens et 8,1 % des investissements européens (13,4 milliards d'euros), ce qui la place au cinquième rang mondial.

Ouverte sur le monde

Par nature, l'Ile-de-France est internationale. 15% de sa population active est issue d'autre pays du monde (dont 6 500 cadres) et elle compte autant d'entreprises étrangères que Londres. Paris Ile-de-France est d'ailleurs le 2e pôle d'implantation des 500 plus grandes entreprises du monde, après Tokyo. Les groupes étrangers y génèrent 542 000 emplois (contre 516 000 à Londres), et elle accueille 8% de sièges de multinationales de plus que Londres et 33% de plus que New York. Pas étonnant dès lors que L'Ile-de-France soit la première

région au monde pour les rencontres et événements professionnels, et la première région européenne pour les foires et salons, en accueillant chaque année 9 millions de visiteurs, dont 25% d'étrangers.

Une terre d'accueil qui doit préserver son attractivité

Toute médaille a cependant son revers. Si l'Ile-de-France offre la gamme la plus étendue d'Europe en matière d'immobilier d'entreprise, avec des lieux d'accueil extrêmement diversifiés, tant par leur situation, leur environnement que par leur prix, l'attractivité de la région est mise à mal par des maux récurrents qu'il devient urgent de traiter. Transports en communs et autoroutes saturés sont le lot quotidien des franciliens obligés de résider de plus en plus loin de leur lieu de travail en raison de la pénurie de logements (20 000 logements manquent à l'appel chaque année) et de loyers prohibitifs en centre ville. La charge pour les entreprises du Versement Transport qui représente plus de 40 % du budget global de fonctionnement des transports dans la région, a plus que doublé en 10 ans. Le trafic marchandises qui alimente les plateformes logistiques internationales est lui aussi victime de cette saturation des infrastructures. Le projet du Grand Paris initié par le Président de la République (voir article) et les axes de développement défendus par la Région peuvent permettre de redresser la barre à la condition d'aller vite, dans un contexte budgétaire difficile, et de régler les problèmes de gouvernance qui ont toujours constitué jusque là un sérieux frein en la matière.

Le saviez-vous ?

Contrairement aux idées reçues, **les trois quarts de son territoire** sont constitués de parcs, de bois, de vastes forêts et de zones agricoles.



numéro 8 - septembre/octobre 2010

304 000 recrutements

La région capitale a moins souffert de la crise que prévu. Entre début 2008 et fin 2009, les destructions d'emploi se sont élevées à 2,7 %, alors que la moyenne nationale atteignait 3,6 % (enquête INSEE mai 2010). La raison de cette résistance, toujours selon cette enquête : **63 % des emplois salariés sont concentrés dans les services marchands**, avec une part plus importante de services aux entreprises à haute valeur ajoutée et de postes qualifiés dans les secteurs innovants. Parallèlement, d'après l'enquête des Besoins en Main d'Oeuvre réalisée par Pôle emploi Ile-de-France, les entreprises franciliennes prévoient de recruter pas moins de 304 000 nouveaux collaborateurs cette année.

Les 7 pôles de compétitivité francilien

System@tic : maîtrise des technologies clés (optique, électronique et logiciel) et des systèmes complexes dans les cinq thématiques suivantes : télécoms, automobile et transport, sécurité et défense, outils de conception et de développement de systèmes, logiciels libres.

Medicen : spécialisé dans les hautes technologies pour la santé et les nouvelles thérapies, ce pôle travaille sur trois grands axes de recherche (médecine translationnelle, outils biologiques à usage industriel, et produits biothérapeutiques, bionumériques) et sur trois principaux domaines (cancers, maladies neuro-dégénératives et maladies infectieuses).

Finance innovation : banques et entreprises d'investissement, sociétés d'assurances, sociétés de gestion et de capital investissement, services financiers et finance solidaire.

Cap digital Paris-Région : TIC et filières des contenus et services numériques. Les thématiques du pôle sont les jeux, la vidéo le design, la culture, la presse et les médias, l'image, le son et l'interactivité, la robotique et les objets communicants, l'éducation et la formation numérique, les services et usages, l'ingénierie de la connaissance, les logiciels libres.

Mov'eo : automobile et transports collectifs avec comme thématiques l'énergie, l'environnement, la sécurité routière, la mobilité et les services et la mécatronique.

Advancity : bâtiment, infrastructures, aménagement urbain et transport.

Astech : aviation d'affaires, transport spatial, motorisation et équipements.



en chiffres

L'Ile-de-France composée de **8 départements**, abrite près de 12 millions d'habitants et plus de 5 millions d'emplois. Si elle ne représente que 2 % du territoire national, elle accueille **20 % de la population et produit 30 % du PIB français**. Elle est la première destination touristique mondiale avec **44 millions de touristes en 2008** (dont 30 millions d'étrangers)



Le Grand Paris, un grand pari pour l'Ile-de-France



Paris doit être l'une des grandes métropoles mondiales du XXI^e siècle. Pour maintenir son rang et renforcer son attractivité, dix cabinets d'architectes ont planché sur la question à la demande du Chef de l'Etat. A la clé, de grands projets qui redessinent la région capitale.

En septembre 2007, à l'occasion de l'inauguration de la Cité de l'architecture & du patrimoine, le Président de la République exprimait le souhait qu'un nouveau projet d'aménagement global du Grand Paris fasse l'objet d'une vaste consultation auprès de grands cabinets d'architectes et d'urbanistes internationaux. En avril 2009, en ce même lieu, il présentait les projets imaginés par ces visionnaires comme autant de pistes susceptibles d'écrire une nouvelle page de l'histoire de Paris.

Dessiner la ville du XXI^e siècle

Depuis Haussmann « on n'avait pas pensé à ce point la question d'un territoire », souligne l'architecte Roland Castro. De son côté Jean Nouvel se réjouit de l'opportunité offerte, d'autant que « le changement d'époque que nous vivons s'accompagne d'un changement de modèle de développement ». Pour Christian Blanc, ancien secrétaire d'Etat au développement de la région capitale, une chose est sûre : « Dans dix ou vingt ans Paris doit devenir une capitale mondiale de la connaissance, de la création, de l'innovation et de la cohésion sociale ». Mais aussi un formidable accélérateur de croissance comme l'a rappelé Laurence Parisot, la présidente du MEDEF, « renforcer le développement économique du Grand Paris bénéficiera à la France entière et participera à son rayonnement international ». L'objectif principal doit être en effet de créer les conditions d'une croissance soutenue au moins égale à celle du Grand

Londres. De quoi permettre à notre région de redevenir la locomotive française comme le souligne Marie-Christine Oghly, présidente du MEDEF Ile-de-France. « C'est une opportunité pour préparer dès aujourd'hui la sortie de crise. Nous prendrons toute notre place pour relever ce nouveau défi, au service du développement des entreprises franciliennes ».

Huit territoires à fort potentiel

Certains étaient déjà connus, mais insuffisamment valorisés : le plateau de Saclay qui devrait accueillir à terme 20 % des effectifs de la recherche française, Orly-Rungis avec « cœur d'Orly : 10 000 emplois à la clé, Roissy-Villepinte grâce au foncier disponible ou la Défense-Nanterre-Rueil qui doit conforter sa place de pôle d'affaires international... D'autres émergent, comme Plaine Commune autour de Saint-Denis, qui regroupe des activités liées à la création (cinéma, audiovisuel, mode, luxe) ainsi que des PME de l'économie numérique. A l'Est de Paris, la Cité Descartes à Champs-sur-Marne, a tout le potentiel pour créer un pôle spécialisé dans la croissance verte et le développement durable. Quant au territoire compris entre le périphérique sud et Evry, il concentre la moitié de la production pharmaceutique française, une réalité trop méconnue. Autant d'atouts qui pourraient permettre de créer « un million d'emplois supplémentaires dans la région en 20 ans », selon le Président Sarkozy.



Désengorger les transports publics

Un plan d'investissement global de 35 milliards d'euros sur douze ans, a été annoncé, soit 20 milliards de plus que ce que la Région et l'Etat avaient d'ores et déjà prévu de dépenser dans les quinze ans qui viennent. Au programme, un métro automatique fonctionnant jour et nuit et reliant les pôles d'activités économiques (Roissy, Orly, La défense, Saclay, Massy, Noisy-le-Grand, un grand hub multimodal à Pleyel, etc.) et les principaux centres d'habitat, sans pour autant remettre en cause le projet Arc Express de la Région qui prévoit la modernisation des RER A, B, C, D, le changement des rames, le prolongement de

lignes de tramways et de métro comme la ligne 14 pour « désaturer » la ligne 13, et le prolongement du RER E, géré par la SNCF, jusqu'à La Défense dans un premier temps, puis Mantes.

Relancer la construction de logements

En mobilisant 200 km² de réserves foncières supplémentaires, le projet se fixe un objectif de 70 000 logements neufs par an et 1,5 million de logements supplémentaires en 2030. Pour cela, les règles d'urbanisme actuelles devraient être modifiées tant au niveau des coefficients d'occupation des sols que de la densité du bâti.



« Renforcer le développement économique du Grand Paris bénéficiera à la France entière et participera à son rayonnement international »

Laurence Parisot

>>

Orly-Rungis avec « cœur d'Orly » : 10 000 emplois à la clé...



Renforcer l'attractivité économique

Par un réseau de transports plus performant et efficace, qui devra faire en sorte que les territoires à fort potentiel économique soient à moins de trente minutes des aéroports, des gares TGV et des principaux centres d'habitation. Les synergies entre les différents pôles de compétitivité devraient également être favorisées. Enfin, comme toutes les grandes métropoles mondiales, Paris aura sa façade maritime, par une ligne à grande vitesse Paris-Le havre, qui mettra le port normand à une heure de la capitale.

Privilégier une approche écologique

Il s'agit de fonder une ville écologique, en ayant le souci de préserver les ressources en eau et en espaces verts de l'Ile-de-France. Projet le plus spectaculaire : une forêt d'un million d'arbres à Roissy, pour capturer les émissions de carbone de l'aéroport. Les architectes privilégient également les terrasses et toits végétalisés et la reconquête des bords de Seine.



Une vallée de la culture

Parce que la culture est essentielle au rayonnement international d'une ville, une « vallée de la culture » irriguera la métropole. Au centre, les grands monuments parisiens, à l'ouest la Fondation « Louis Vuitton » érigée dans les bois de Boulogne et l'île Seguin dédiée à tous les arts, à l'Est l'école des Gobelins qui s'installe à Noisy-le-Grand et au Nord, La Villette avec l'arrivée de la Philharmonie de Paris à côté de la Cité de la Musique, et la Cité du Cinéma de Luc Besson, enfin Le Bourget, où un équipement culturel et scientifique prestigieux consacré à toutes les formes d'expression culturelle et artistique devrait voir le jour.

Le projet de loi sur le Grand Paris définitivement adopté

Le projet de loi sur le Grand Paris, prévoyant une double boucle de métro automatique de 130 kilomètres autour de la capitale a été définitivement adopté par le Parlement, lors d'un ultime vote du Sénat (179 voix contre 153). *« Dès septembre 2010, le débat public et la concertation relatifs au Grand Paris pourront commencer »*, a déclaré alors Christian Blanc, le secrétaire d'Etat au Grand Paris. Le coût estimatif du projet est évalué à 21,5 milliards. La Société du Grand Paris se verra dotée d'un capital de 4,5 milliards venant du remboursement des prêts consentis à nos deux grands constructeurs automobiles. Le solde se fera par emprunt bancaire international, avec un amortissement sur quarante ou cinquante ans. Une partie des plus-values foncières réalisées sur les opérations d'aménagement, complètera le dispositif.

■ Quel tableau peut-on dresser de la situation économique de la Région ?

L'économie francilienne reste convalescente. Après le choc de 2009 caractérisé par une baisse du PIB régional de plus de 2 %, le malade est loin d'être guéri.

Certains secteurs industriels, comme l'Automobile ou l'Aéronautique, continuent de souffrir et notamment les PME. D'autres secteurs, comme l'Immobilier, connaissent une très légère embellie particulièrement à Paris. Les entreprises demeurent très attentistes en matière d'investissement. Nous ne constatons pas de reprise de l'offre : l'appareil de production francilien tourne seulement à 70 % de ses capacités, ce qui reste très faible. 2 points positifs néanmoins : la reprise de l'exportation, notamment vers les pays émergents et la baisse des défaillances par rapport à 2009.

■ Les entreprises franciliennes sont-elles optimistes pour le second trimestre 2010 ?

La reprise est extrêmement timide : elle concerne plus les entreprises qui sont engagées à l'exportation et qui bénéficient de la croissance retrouvée de certains pays asiatiques comme la Chine ou l'Inde. Les dirigeants d'entreprises, dans les enquêtes d'opinion que nous avons pu mener, démontrent un réel pessimisme sur les 6 mois à venir : peu d'anticipations sur les investissements, peu d'embauches prévues tant que les carnets de commande resteront en l'état. On ne sent pas vraiment un mouvement de croissance soutenue avant 2011. J'ajoute que les chefs d'entreprise sont particulièrement excédés par toutes les contraintes nouvelles que l'on veut faire

peser sur leurs structures : ils demandent en priorité qu'on les laisse travailler sans renforcer en permanence l'arsenal législatif déjà très contraignant. Il y a un véritable fossé qui se crée entre ceux qui entreprennent et ceux qui légifèrent.

■ Le projet du Grand Paris va désormais entrer dans une phase plus active, quels en sont les grands enjeux économiques ?

Depuis 10 ans, la Région Ile-de-France connaît une croissance annuelle moyenne de 2% alors que les autres régions (Grand Londres, Catalogne, Milan, etc...) progressent de 1 à 2 points plus rapidement. Le Grand Paris, en remettant la croissance et le développement économique au cœur d'un grand projet doit nous permettre de rattraper ce retard et faire de l'Ile-de-France la 1ère région européenne. C'est tout le sens du discours prononcé par le Président de la République le 29 avril 2009 à la Cité de l'Architecture.

Ce projet repose sur la création de territoires économiques majeurs reliés par une rocade en transports en commun dénommée « Grand 8 ». Mais la réalisation de cette rocade ne doit pas se faire au détriment des améliorations à court et moyen terme indispensables en matière de transports en commun. L'Ile-de-France a 20 ans de retard en matière d'investissement dans les transports : il est grand temps d'y remédier.

■ Les partenariats public-privé doivent-ils être favorisés ?

Oui très clairement. On connaît les difficultés budgétaires de l'Etat qui avec la crise

vont s'aggraver. Demain, les collectivités locales vont également devoir gérer la pénurie. Il faut donc inventer de nouvelles formes de financement des infrastructures et nous avons regretté la faiblesse de la réflexion sur les partenariats public-privé lors de la discussion parlementaire sur le projet de loi « Grand Paris ». Nous allons bien évidemment continuer à défendre cette idée qui nous paraît être un mode de financement juste, équilibré et efficace.

■ L'attractivité du territoire ne passe-t-elle pas aussi par une meilleure lisibilité de la gouvernance ?

Bien sûr. L'efficacité de l'action publique ne peut passer que par une simplification des structures actuelles trop nombreuses et génératrices de charges publiques inutiles. Je regrette d'ailleurs que le projet de la loi sur le « Grand Paris » n'ait absolument pas abordé ce sujet.

Dès 2003, le MEDEF Ile-de-France que je préside aujourd'hui s'est prononcé pour la création d'une Communauté Urbaine dans le cœur de l'agglomération francilienne, solution également préconisée par le Comité Balladur.

Toutes les grandes métropoles françaises sont désormais dotées de cette organisation : il n'y a aucune raison que l'Ile-de-France reste à l'écart de ce mouvement. On ne peut que déplorer que soit une nouvelle fois différée la question cruciale de la gouvernance de la zone dense de notre région.



Entretien avec Marie-Christine OGHLY

Présidente du MEDEF Ile-de-France



**Brigitte Delpont,
Présidente
d'Ecomesure**

Portraits d'adhérentes franciliennes

En prenant conscience dès le début des années 1990, des inquiétudes suscitées par la pollution atmosphérique, et de la nécessité de mesurer les gaz polluants, Brigitte Delpont a été pionnière dans son secteur en France.

C'est ce qui l'a amenée à créer en 1993 son entreprise, Ecomesure, devenue le premier distributeur français d'analyseurs et de préleveurs de poussières et de gaz. « *Nous avons installé un millier d'appareils de mesure des polluants atmosphériques en France* », souligne-t-elle. Air-parif, l'organisme chargé de mesurer la qualité de l'air en Ile-de-France, et ses équivalents régionaux sont tous équipés de ses appareils. « *J'ai l'impression d'avoir contribué à faire avancer les choses* », indique cette dirigeante, soucieuse du développement durable. Pour son action, en tant que chef d'entreprise, elle a d'ailleurs reçu en 2003, une décoration au titre de Chevalier de l'Ordre du mérite.

Comment cette femme discrète en est arrivée là ? Son intérêt pour l'environnement lui vient peut-être des nombreux séjours en Allemagne qu'elle effectue dans sa jeunesse. Diplômée de la Chambre de Commerce franco-allemande et britannique de Paris, cette polyglotte commence sa carrière outre-Rhin. Puis, elle travaille en France pour un groupe allemand, Schaeffer, spécialisé dans la mesure des particules dans l'air, pour la fabrication en zones ultra-propres, pour le secteur pharmaceutique. C'est en participant à des congrès européens et nord-américains, qu'elle réalise que les chercheurs sont de plus en plus sensibles à la nécessité de me-

surer la pollution atmosphérique. Forte de son expérience, elle décide alors de se lancer dans la distribution d'appareils mesurant la qualité de l'air extérieur. Ecomesure est créée. Aujourd'hui, l'entreprise emploie 15 personnes, et son chiffre d'affaires s'est élevé à 5,5 millions d'euros en 2009. La demande évolue. « *Nos nouveaux clients nous demandent plus en plus de mesurer la qualité de l'air intérieur, dans les usines, les équipements collectifs, etc.* », note Brigitte.

Elle a installé son entreprise à Janvry, un petit village de l'Essonne, par volonté de participer à son développement. S'investissant dans la vie de sa région, elle est notamment devenue administrateur d'une association d'entreprises du plateau de Saclay et de ses environs. La nécessité d'impliquer plus de femmes dans la vie économique l'interpelle aussi. « *Il est difficile d'être une femme chef d'entreprise en France, et de s'imposer dans un monde très masculin* », estime-t-elle. Elle adhère à l'association des Femmes Chefs d'Entreprises dès 2004, afin de pouvoir partager son expérience, et aider celles qui en ont besoin. Pour elle, la loi imposant un quota de 40% de femmes au conseil d'administration des sociétés cotées est nécessaire, et c'est « *plutôt un quota de 50%* » qui devrait être appliqué.



**Christiane Benet,
Directrice-générale de Carole Franck**

Rien ne la prédestinait à faire carrière dans les produits de beauté. Cette femme douce mais déterminée a débuté sa vie professionnelle en tant qu'hôtesse de l'air, au début des années 60. Elle arrête ce métier lorsqu'elle se marie. C'est alors qu'elle entreprend des études d'esthéticienne puis acquiert, en 1967, un institut de beauté à Houilles (78), où elle réside. Mais, elle est insatisfaite des produits qu'elle applique à ses clientes. Aussi, se met-elle à étudier l'aromathérapie, et découvre les huiles essentielles, alors presque méconnues en France. C'est une révélation. « *J'ai compris que grâce aux huiles essentielles, les actifs pénétraient mieux dans les couches profondes de la peau* ». Elle décide donc de créer et produire elle-même une ligne de produits à base de ces huiles. Elle les propose d'abord aux clientes de son institut. Puis, pour faire face à leur coût de fabrication, elle décide d'en vendre à d'autres instituts de beauté, et à des pharmacies. Cela marche. En 1975 elle crée sa société qu'elle nomme Carole Franck, d'après les prénoms de sa fille et de son fils. Christiane voyage dans le monde entier pour faire connaître la marque, du Canada au Japon. Les innovations, tel le maquillage semi-permanent, se succèdent. L'entreprise familiale grandit, portée notamment par l'exportation. Ses ventes, qui atteignent aujourd'hui entre 4 et 5 millions d'euros par

an, sont réalisées à 70% à l'étranger. Son site de production est lui, resté à Houilles, où travaillent une trentaine de personnes. Christiane continue d'y concevoir elle-même tous les produits, avec les conseils de ses chimistes. Et un spa luxueux a été ouvert à Paris.

« *En créant ma société, j'ai pu proposer les produits que je souhaitais à mes clientes, leur faire plaisir. C'est là ma plus grande satisfaction* », souligne-t-elle. Le fait d'être une femme n'a jamais été un frein pour elle, dans son secteur, au contraire. « *Cela m'a permis de mieux comprendre les besoins de nos clientes* ». Pour elle, c'est la vie de dirigeante d'entreprise, en tant que telle qui est très dure, en particulier en France, où les contraintes, telles les 35H, sont trop nombreuses selon elle. « *C'est énormément de responsabilités, et de travail. Pendant 50 ans, j'ai travaillé 50 heures par semaine* ».

C'est pour rencontrer d'autres dirigeantes, et parler de ces problèmes, qu'elle a adhéré à l'association des Femmes Chefs d'Entreprises. « *C'est très important d'échanger d'autant que d'une entreprise à l'autre, les problématiques sont très différentes, en fonction de la taille et du secteur* », constate-t-elle.

Pour Christiane Benet, fonder puis diriger une société, c'est d'abord une question de volonté. « Il faut avoir du caractère et le souhait d'aller jusqu'au bout de ses idées », souligne la créatrice et directrice générale du laboratoire de cosmétiques Carole Franck.



**Sylvie Hattais,
Présidente
de BH Holding**

Portraits d'adhérentes franciliennes

Sylvie Hattais se définit comme une chef d'entreprise épanouie. « Diriger une société donne beaucoup de responsabilités, mais c'est aussi une liberté. Et je suis fière de ce que j'ai fait », déclare cette femme élégante et souriante, dont le bureau est orné de toiles d'artistes.

La société qu'elle préside, BH Holding, basée à Colombes (92), est spécialisée dans la vente de matériel de traitement des pièces et billets. Au fil des ans, grâce à son travail et à celui de son équipe, elle est devenue leader dans son secteur.

La vie n'a pourtant pas toujours été facile pour Sylvie Hattais. Elle devient chef d'entreprise, lorsque son mari décède subitement, en 1999. Elle décide alors de prendre les rênes de sa société, BH Holding. C'est un défi pour Sylvie, qui avait été jusque-là assistante de direction dans une société d'affichage. Il est d'autant plus important que ses concurrents ne lui font pas de cadeaux. Elle est confrontée à un milieu professionnel masculin et pas toujours bienveillant.

Sylvie riposte en silence, en travaillant. En 1999, sa société compte 17 personnes et réalise 1,5 million d'euros de chiffre d'affaires. BH Holding vend alors principalement des machines permettant de compter et trier des billets et des pièces. Sous son impulsion, la société se diversifie. En 2000, Sylvie décide de la lancer dans la reconnaissance et la valorisation de titres de paiements tels les chèques cadeaux, titres restaurant, CESU, etc, via la création d'une filiale, BH Technologies, avec une amie, Christiane Chambrey. Puis, en 2007, son fils Jérémy Hattais, la rejoint pour fonder la filiale BH Security,

spécialisée dans les coffres forts, les armoires ignifugées, et les machines pour imprimer des cartes plastiques. Fin 2009, BH Security acquiert Algoris, qui vend des coffres forts par Internet. En 2010, elle achète Chalvet, une entreprise spécialisée notamment dans les destructeurs de documents. Grâce à cette politique de croissance, le groupe réalise aujourd'hui 10 millions d'euros de chiffre d'affaires au total, et emploie une cinquantaine de salariés. Ses clients sont principalement les transporteurs de fonds, les banques, les sociétés de transports et la grande distribution.

Parallèlement à sa vie de dirigeante, Sylvie décide de prendre des responsabilités en tant que conseiller prud'homal, et administrateur au MEDEF Ouest Parisien. Elle adhère aussi à l'association des Femmes Chefs d'Entreprises, en 2008. Elle s'implique dans la délégation des Hauts-de-Seine dont elle devient trésorière, et souhaite s'engager encore plus si des opportunités se présentent. « Quand on est chef d'entreprise, on a besoin d'échanger avec d'autres personnes sur sa vie au quotidien ». Pour elle, cette association permet aux femmes « de se sentir plus fortes, d'acquérir de la confiance, car il n'est pas toujours facile pour elles de s'imposer. ».



**Marie-Pierre Calvayrac,
PDG de Suppléance**

Née en Italie en 1950, et arrivée en France à l'âge de 7 ans, cette italienne a toujours recherché l'indépendance. Si elle arrête l'école à 16 ans, avec un CAP d'aide-comptable en poche, c'est afin de pouvoir gagner sa vie, et être autonome. Mais elle attendra quatorze années, passées à travailler en tant que secrétaire commerciale, avant de tenter l'aventure de la création d'entreprise.

Licenciée en 1981, cette mère de deux enfants décide alors de sauter le pas. Son idée est de proposer à des médecins libéraux des services de secrétariat par téléphone, de prise de rendez-vous. Cette activité est alors très peu développée en France. Elle travaille de chez elle. Après des débuts difficiles, le nombre de clients se met à grandir, et elle crée sa société en 1983. En quelques années, elle devient la plus importante permanence téléphonique médicale de France. Mais la profession est de plus en plus compétitive. Le marché sature. En 1995, Marie-Pierre décide de faire autre chose. Elle se tourne vers l'externalisation de services aux entreprises. Ouverte 24H sur 24 et 7 jours sur 7, sa société leur propose la réception d'appels en dehors des heures ouvrées, les services clients, la « hot-line », et la gestion des alarmes techniques. « *Nous offrons du sur-mesure à nos clients, ce qui nous permet de résis-*

ter à la vague de délocalisation des centres d'appels vers l'étranger », explique son PDG. Baptisé Suppléance, le groupe emploie désormais 120 personnes à temps plein, réparties sur trois sites, à Saint-Denis, Lyon et Toulon. A capital 100% familial, il a réalisé 4,4 millions d'euros de chiffre d'affaires l'an dernier.

Parallèlement à sa vie de chef d'entreprise, Marie-Pierre se préoccupe de plus en plus de la place des femmes dans la vie économique. Elle constate notamment que les femmes sont en très nette minorité dans les organes, tels le MEDEF où elle siège. « *Nous sommes confrontées à un problème culturel de la part des hommes, qui laissent les femmes de côté, mais aussi de la part des femmes qui ont moins le goût du pouvoir qu'eux* », estime-t-elle. Pour tenter de faire changer les mentalités, elle adhère à l'association des Femmes Chefs d'Entreprises en 2009. Son objectif est de développer sa délégation dans le 93. Pour elle, la solution n'est pas tant d'instaurer des quotas de femmes au conseil d'administration des entreprises, que de leur donner envie de s'engager, de prendre le pouvoir.

Marie-Pierre Calvayrac a créé son entreprise, parce que, pour elle, c'était un moyen de rester indépendante. « L'idée me trottait dans la tête depuis toute jeune. Je n'ai jamais supporté les contraintes de la vie de salariée », explique la PDG du groupe Suppléance, un centre de relations clients qui emploie plus d'une centaine de personnes.

Véronique Morali (51 ans) est à la tête de l'association Force Femmes qui fêtera ses cinq ans d'existence en octobre.



Cette association aide les femmes de plus de 45 ans à retrouver un emploi ou à créer leur propre entreprise. Créée il y a cinq ans comme structure d'accompagnement parisienne, Force Femmes est aujourd'hui présente partout en France à travers dix antennes régionales.

Les femmes de plus de 45 ans sont doublement discriminées - par leur sexe et leur âge. L'association Force Femmes, reconnue d'intérêt général, a pour objectif de les accompagner et de les soutenir dans leurs démarches de recherche d'emploi ou de création d'entreprise (ndlr : nous avons présenté cette association au moment de sa fondation). Véronique Morali, présidente et cofondatrice, sait que la double discrimination rend les démarches pour les intéressées beaucoup plus compliquées. « *Nous sommes là pour redonner confiance à des femmes qui ont été 'abimées' par le système, cumulent les accidents de vie et n'ont plus l'énergie de croire en elles-mêmes. Créer et insuffler une dynamique*

positive et solidaire, telle est l'idée » souligne-t-elle. A 51 ans, la présidente super-diplômée (IEP, ENA, ESCP) de Force Femmes, aime à rappeler que l'histoire de son association est liée à la volonté de femmes chefs d'entreprises d'aider les autres. Pour son engagement, elle a reçu le trophée « femme de cœur » (du trophée des Femmes en Or) en 2009. Présidente de Fimalac Développement (société Fimalac), cette maman de deux filles a lancé en 2008 sa propre start-up, le site terrafemina.com. Ce dernier s'adresse aux femmes « actives, informées et solidaires » et veut favoriser les échanges interculturels et intergénérationnels. L'Internaute y découvre des articles et conseils exclusifs et originaux

Force Femmes se réjouit du soutien des pouvoirs publics

(contenus écrits et vidéos) autour de l'emploi et de la carrière, de la culture et de la vie de société et aussi autour de la vie privée. Véronique Morali préside aussi la commission Dialogue économique du MEDEF.

Une demande importante

Force Femmes a connu une très forte croissance depuis sa mise en place en octobre 2005. « *Sa création comblait un manque dans le tissu associatif français : l'accompagnement vers l'emploi de femmes de plus de 45 ans, trop souvent laissées pour compte.* » La crise y est aussi pour quelque chose : « *La conjoncture actuelle a fortement contribué au développement de l'association car il fallait pouvoir répondre à une demande de plus en plus importante.* » Concrètement 10.000 femmes se sont adressées à l'association et plus de 6.000 femmes ont été accompagnées par près de 200 bénévoles experts. Cette femme d'affaires engagée témoigne de la fierté qu'on ressent au sein de l'association d'avoir pu accompagner vers un nouvel emploi 30% d'entre elles - emploi salarié ou création d'entreprise.

Un bilan flatteur, malheureusement étroitement lié aux difficultés que les intéressées rencontrent dans leurs initiatives sur le marché de l'emploi. « *Passer d'une structure d'accompagnement parisienne, au début, au statut d'association nationale couvrant tout le territoire à travers dix antennes régionales, reconnue et soutenue par les pouvoirs publics en cinq ans, est une évolution qui mobilise toutes les énergies et cela représente un véritable défi quotidien pour toutes les personnes engagées et qui croient en Force Femmes !* »

Actuellement Véronique Morali et ses collaborateurs rentrent dans une période de structuration et de renforcement des acquis. Il s'agit tout d'abord de placer Force Femmes au cœur du débat public pour toutes les problématiques liées à l'emploi des femmes de plus de 45 ans et de renforcer le positionnement de l'association comme force de proposition auprès des pouvoirs publics français et européens. Puis de permettre l'accès à l'as-



sociation à un public plus diversifié. « *Nous avons dans ce cadre établi une convention avec la Préfecture du Nord afin d'accompagner des femmes issues de 'ZUS' en 2010 au sein de notre antenne lilloise.* » Ainsi l'équipe souhaite renforcer la solidarité entre ces femmes trop souvent isolées dans leurs tentatives de retrouver un emploi.

Des stéréotypes négatifs

Pour la présidente c'est évident : « *Les femmes de plus de 45 ans sont une chance pour l'entreprise. Elles sont cette complémentarité essentielle au bon équilibre d'une entreprise. Expérience, compétences, disponibilité et maturité sont de*

>>



Pour en savoir plus et pour découvrir entre autre la lettre mensuelle riche en témoignages et en conseils pratiques autour de l'emploi : www.forcefemmes.com

véritables atouts que les entreprises n'exploitent pas assez ! » Selon elle on est aujourd'hui encore trop souvent ancré dans des stéréotypes négatifs à leur rencontre. « A l'heure où l'on s'entend à dire que la diversité est une force pour nos sociétés, je pense qu'il est grand temps d'agir et de mettre en pratique ces belles idées. A ce titre, Force Femmes est un déclencheur de sensibilisation et d'action. »

Au delà de tous les cas de femmes ayant retrouvé un emploi, les meilleurs exemples pour la présidente sont ces femmes qui retrouvent un emploi et ensuite font appel à l'association pour les besoins en recrutement de leur entreprise. « Il s'agit d'un véritable cercle vertueux qui s'est créé ; c'est une solidarité féminine active et utile. » A-t-elle un cas particulier en tête ? « Dernier exemple en date : Maryline inscrite en novembre 2009 a été suivie pendant trois mois et a retrouvé un emploi de DRH dans une fondation médicale et viens de nous envoyer deux offres d'emploi. »

Développer les antennes régionales

L'accompagnement de Force Femmes est d'autant plus efficace que la structure dispose de toutes les ressources – humaines et techniques – pour assurer un soutien dans les meilleures conditions. Dans l'avenir il sera également très important de pérenniser les antennes régionales existantes et leur permettre d'accueillir dans les meilleures conditions possibles les femmes qui le désirent. « Enfin - et ceci est un volet auquel les femmes membres du Conseil d'Administration tiennent particulièrement – le développement et la mise en place de cellules d'accompagnement à la création d'entreprise au sein des antennes régionales. »

L'association est toujours en recherche de bénévoles qui auront un peu de temps à consacrer aux femmes qui y font appel. « Les bénévoles – hommes et femmes - ont des compétences RH ou d'entrepreneurs et sont des experts métiers. Pour postuler il suffit simplement d'envoyer sa candidature via le formulaire de notre site internet. »



Un autre regard sur la propreté

Une Culture orientée vers le Client. Depuis 1963, nous nous sommes développés en toute indépendance grâce au respect de nos valeurs : formaliser et tenir nos engagements, personnaliser notre service, écouter en permanence nos clients. **Le Respect des Hommes.** Au sein d'organisations à taille humaine, nous entretenons avec nos 26.000 collaborateurs une relation de confiance, facteur d'attachement au Groupe et d'efficacité de nos équipes. **Le Professionnalisme.** En adaptant systématiquement notre organisation à vos besoins, nous pouvons vous offrir un service de meilleure qualité et compétitif. Notre expertise a été validée par une certification ISO 9001 Version 2000 pour l'ensemble de nos prestations. GSF est présent sur tous les secteurs avec des prestations spécifiques en santé, hospitalier, industries mais aussi en agro alimentaire. Une équipe d'ingénieurs et d'experts assure une veille et une assistance technique sur la totalité des sites présents en France. Des formations sont dispensées à tous les niveaux assurant la qualification et le savoir faire de nos collaborateurs. **Une Vision Internationale.** À travers nos filiales, nous sommes présents aux Etats-Unis, au Canada, en Grande-Bretagne, en Espagne et à Monaco. Avec huit partenaires partageant nos valeurs, nous avons créé European Customer Services, un GEIE opérant dans treize pays d'Europe.



PROPRETE & SERVICES ASSOCIES

FRANCE • ETATS-UNIS • CANADA • GRANDE-BRETAGNE • ESPAGNE • Membre du GEIE E.C.S. www.gsf.fr

GSF S.A. : 1625 ROUTE DES LUCIOLES - BP 25 - 06901 SOPHIA ANTIPOLIS CEDEX

TÉL : 04 93 95 50 83 - FAX : 04 93 95 30 24

Les conseils d'administration se féminisent

Les groupes du CAC 40 semblent prendre le principe de parité homme/femme très au sérieux. Surtout depuis que l'Afep/MEDEF a introduit de nouvelles dispositions dans son code de gouvernance en la matière après l'adoption à l'Assemblée nationale de la proposition de loi de Jean-François Coppé et de Marie-Jo Zimmermann. Selon le bilan annuel des assemblées générales, établi par Capitalcom en partenariat avec le cabinet d'avocats DLA Piper, 15,3% des sièges d'administrateurs sont dorénavant occupés par des femmes. C'est près de 5 points de mieux que l'an passé sachant que les objectifs de l'Afep/MEDEF portent sur un taux de représentativité féminine de 20% en 2013 et de 40% en 2016. Au total, 30 femmes ont été cooptées dans 18 groupes.

Sous la menace d'une loi...

Appelée à livrer son analyse pour l'occasion, Agnès Tourraine, ancienne présidente de Vivendi Universal Publishing et administratrice de l'IFA (Institut Français des Administrateurs) n'a pas hésité à évoquer « un mouvement foudroyant en six mois ». Tout en déplorant qu'il faille pour cela « la menace d'une loi » pour éveiller les consciences du patronat masculin. D'autant que la gente féminine a parfois tendance à cumuler les mandats. C'est le cas de douze d'entre elles qui détiennent tout de même à elles seules, 28% des mandats d'administratrices. Parmi elles, on retrouve toujours Patricia Barbizet avec trois mandats (PPR, Total et Bouygues), suivie par Isabelle Bouillot (Dexia et Saint-Gobain), Laurence Dors (Capgemini et Crédit Agricole) ou encore Mireille Faugère (EDF et Essilor). Autre point d'amélioration potentielle : seul 46% des administratrices sont membres d'un ou plusieurs comités du Conseil. Et cela, alors que leur présence se limite à 7,3% des comités exécutifs.

Les femmes occupent **15,3%** des sièges d'administrateurs des groupes du CAC 40 contre **10,5%** l'an passé. Après des années de stagnation, cette poussée marque-t-elle un changement de cap ?

Le commerce électronique boude la crise



Les Français peuvent naviguer entre 64 100 sites marchands et leur font de plus en plus confiance. Avec une progression de 26% l'an dernier - le e-commerce représente un secteur en plein essor malgré la crise. Explications.

64 100

sites marchands comptabilisés par les professionnels en 2009....

Actuellement il se crée toutes les heures deux sites marchands sur Internet en France. Pour 2009 les professionnels ont compté 64 100 sites marchands ce qui signifie une hausse de 35% en un an. Les commerçants en ligne ont pu profiter de l'hiver particulièrement froid pendant les dernières soldes. Lors de la première semaine des « e-soldes » en janvier 2010 leurs ventes ont progressé de 19 % par rapport à la même période de l'année dernière (source : la Fédération du e-commerce et de la vente à distance, FEVAD). L'an dernier le chiffre d'affaires du premier jour des soldes avait été 2,5 fois supérieur à celui d'un jour moyen, pour 2010 il a même été quatre fois supérieur. Sur les six premiers jours des soldes d'hiver 2010, le chiffre d'affaires a représenté 2,6 fois celui de six jours moyens.

Mais les températures basses ne sont pas la seule explication. L'année 2009 a été globalement bénéfique pour ce secteur qui représente aujourd'hui l'une des branches les plus dynamiques en Europe. « Cela devient un secteur qui pèse de plus en plus. » précise,

Marc Lolivier, délégué général de la FEVAD. Il rajoute que le niveau de croissance a été légèrement « supérieure à nos attentes. »

Un dynamisme constant

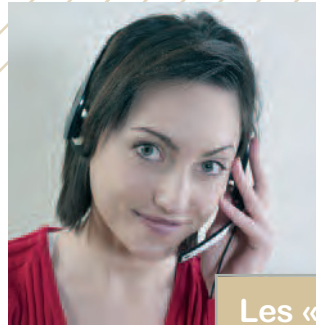
Malgré la crise le dynamisme du secteur n'aurait pas changé, selon M. Lolivier. Pour parler en chiffres, les sites marchands ont enregistré une hausse de 26% en 2009 avec 25 milliards d'euros dépensés par les Français. Il faut néanmoins différencier ces chiffres selon les secteurs. Les produits techniques ont enregistré une progression de +8%, quand ceux du textile et de la mode ont augmenté de +13% (dans un marché en recul), en partie grâce aux ventes lors des fêtes de fin d'année. Quant au tourisme en ligne, on a noté une hausse annuelle de 7% dans un marché en diminution. Les sites de ventes aux professionnels ont connu pour leur part quelques difficultés au début de l'année. Néanmoins ils ont pu regagner en importance lors du dernier trimestre avec une progression de +5%.





une fédération qui informe

L'organisation représentative du secteur du commerce électronique et de la vente à distance – la FEVAD - a été créée en 1957. **Elle fédère aujourd'hui quelques 450 entreprises et plus de 700 sites web.** Elle recueille et diffuse l'information permettant d'améliorer la connaissance du secteur, et agit en faveur du développement durable et éthique de la vente à distance et du e-commerce en France.



Les « mompreneurs » - mamans et e-entrepreneurs

Parmi les créateurs des nouveaux sites marchands se trouvent aussi pas mal de jeunes mamans qui souhaitent associer vie de famille et vie professionnelle. Le statut de l'auto-entrepreneur leur facilite ce choix. Tous les jours il y a une maman en France qui monte son site marchand ou y réfléchit sérieusement. Au sein d'Oxatis, leader des plateformes du e-commerce en Europe, un tiers des commerçants sont des femmes. Les mompreneurs français ont aussi leur site : www.mompreneurs.fr

Le secteur du e-commerce connaît une progression constante : Entre 2000 et 2009 les différents sites ont enregistré une multiplication du chiffre d'affaires par 35. Les prévisions pour 2010 tablent sur un chiffre d'affaires qui dépasserait les 30 milliards d'euro. « Pour 2010 nos projections vont jusqu'à 46 milliards d'euros. » note Marc Lolivier. Selon lui, la France se trouverait dans le « peloton de tête derrière l'Angleterre et l'Allemagne » en Europe – en bref dans ces trois pays les marchés du e-commerce seraient les plus dynamiques. « Par contre le potentiel de croissance est plus important chez nous - dû au retard de l'Internet. »

La sécurité en ligne

« Le niveau de confiance des Internautes est aujourd'hui très important », constate le délégué de la FEVAD. Néanmoins les Français restent prudents quand il s'agit de donner des informations personnelles en ligne et craignent entre autre un piratage de leur carte bleue. Selon une étude de la caisse des dépôts et l'Association de l'économie seulement 51% des sondés font totalement confiance aux sites de vente.

Les meilleurs sites du e-commerce

Pendant la troisième édition de la « Nuit des Favor'i », organisée par la FEVAD, le 26 novembre dernier Amazon.fr a été élu meilleur site de e-commerce de l'année par les cyberacheteurs. 1.976 Internautes ont participé au vote. Il y avait aussi un jury qui a également récompensé ses sites favoris (voir les listes ci-contre).

> Les meilleurs sites de e-commerce élus par les internautes :

Meilleur site de l'année : Amazon.fr ; Meilleur site de "Produits techniques" : Rueducommerce.fr ; Meilleur site "Mode" : Vente-privee.com. Meilleur site "Produits culturels" : Amazon.fr Meilleur site "Voyage" : Accorhotel.com Meilleur site "Beauté" : Yves-rocher.fr ; Meilleure "Plateforme de commerce entre internautes" : Amazon.fr Meilleur site "Alimentation générale" : Auchan-direct.com ; Meilleur site "Équipement de la maison" : Leroymerlin.fr

> Les meilleurs sites de e-commerce élus par le jury :

Le Favor'i "Création de site" : Camaieu.fr Le Favor'i "Communication Online" : Decathlon.fr Le Favor'i "Marketing Mobile et M-commerce" : Nouvelles-frontieres.fr Le Favor'i "Innovation" : Pixmania.com (PixExpert) Le Favor'i "Meilleure Pub TV" : Conforama.fr. ("Les Voisins") Le Favor'i "Éthique" : Consoglobe.com Le Favor'i "Blog e-commerce" : Capitaine-commerce.com Favor'i de la Performance "Ernst & Young" : Fnac.com Favor'i "B2B pour l'équipement et la fourniture de bureau" (effectué en partenariat avec E-commerce Magazine) : Vikingdirect.fr.

Sources : www.fevad.com www.oxatis.fr, lemonde.fr



Dominique Léry (49 ans) a cofondé et dirige la société Adhap services et assure la vice-présidence de la « Fédération des Services à la Personne ».

Chez Adhap les salariés participent aux décisions

Dominique Léry a cofondé en 1997 Adhap Services, société privée d'aide à domicile. La structure compte 155 centres et relais dans l'Hexagone et a bien surmonté la crise.

Dominique Léry souhaitait devenir assistante sociale. Ayant échoué au concours et avec sa formation de gestionnaire, elle s'est éloignée progressivement du secteur social. Mais s'était jurée de trouver un jour le point d'appui qui lui permettrait de renouer avec le service à la personne. « *J'y suis parvenu en créant ma propre entreprise, ce dont je rêvais depuis toujours, dans le social, mon domaine de prédilection.* » Pour fonder cette entreprise, sa rencontre avec l'infirmier libéral Jean-Claude Perreau a été décisive. Ensemble, ils ont établi à Clermont-Ferrand fin 1997 Adhap (*) Services, l'une des premières structures privées de maintien à domicile dédiée à l'accompagnement de personnes fragilisées en France. « *Fin 2001, face aux besoins croissants recensés dans tous les départements, cette initiative locale a pris un essor national sous forme de réseau de franchises.* »

Des mandats cumulés

Dynamique et volontaire, Dominique Léry s'est engagée auprès des pouvoirs publics dans la défense des entreprises privées. Elle représente les entreprises agréées « qualité » via le MEDEF au sein de « l'Agence Nationale des Services à la Personne » ainsi qu'au conseil de la CNSA. Vice-présidente de la « Fédération des Services à la Personne », elle préside aussi la commission « Maintien à domicile » du syndicat. Cette dirigeante a reçu le « grand prix » des femmes chef d'entreprise fin 2005, décerné par le « Réseau Mondial des Femmes Chefs d'Entreprise (FCEM) ». Quel est son style de leadership ? « *Mes nombreux mandats cumulés à ma fonction de présidente de l'entre-*

prise m'ont amené à autonomiser mes collaborateurs. Par ailleurs, je les fais beaucoup participer à la vie de l'entreprise et aux décisions qui sont prises. »

Un chiffre d'affaires en progression

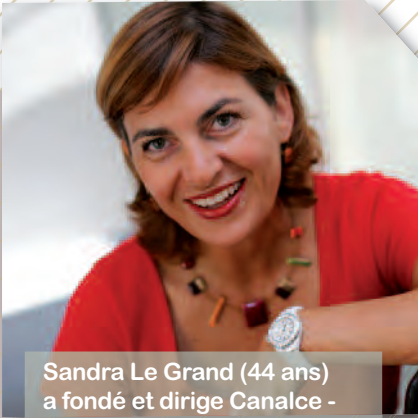
Certifié Qualicert (version 3+), Adhap compte 155 centres et relais partout en France. Employant plus de 3.000 salariés, l'entreprise a bien surmonté la crise, avec un CA du réseau qui a augmenté de 32 % entre 2008 et 2009 (52 M€) et cela à nombre de franchisés égal. « *La crise nous a davantage touché sur la création de nouvelles structures Adhap.* » D'après la cofondatrice les créateurs d'entreprise sont devenus plus frileux, alors on n'a accueilli que cinq nouveaux franchisés en 2009. « *La création de douze filiales début 2009 est venue compenser ce déficit.* »

La présidente a deux enfants âgés de 29 et 25 ans. « *Ils étaient adulte pour l'un et adolescent pour l'autre quand la première structure Adhap a démarré, ce qui a été beaucoup plus facile à gérer.* » Si elle avait eu des enfants en bas âge, elle n'aurait pas pu faire tout ce que qu'elle a fait et n'aurait probablement pas eu « cette réussite ». En 2008 Dominique Léry a vendu la majorité du capital au groupe AXA, avec lequel elle et ses collaborateurs travaillent de concert. Cette entrepreneuse battante continue alors à diriger Adhap et aspire à avoir un peu plus de temps pour elle dans les prochaines années. La création de cette enseigne se résume pour elle à « une très belle aventure » qui lui a beaucoup apporté.

(*) : Adhap est l'abréviation pour Aide à Domicile, Hygiène et Assistance aux Personnes.



Pour en savoir plus : www.adhapservices.fr



Sandra Le Grand (44 ans) a fondé et dirige Canalce - une PME de 100 salariées spécialisée dans les prestations de service pour les CE.

Sandra Le Grand

« Je suis fière d'avoir créé 100 emplois »

« Chez Coca Cola j'ai appris à aller sur le terrain et à être proche des clients. Aujourd'hui c'est essentiel dans mon leadership. » Sandra Le Grand a passé onze ans chez le géant de la boisson gazeuse avant de créer en septembre 2000 sa propre entreprise : Canalce. Basée à Boulogne-Billancourt, la société accompagne les membres des CE avec des services sur mesure. Les équipes négocient en permanence des remises pour les salariés et leur proposent un grand choix d'activités culturelles et sportives. « Nous avons trois métiers, note la PDG, une boutique en ligne qui représente la partie la plus importante avec quelques 60.000 offres autour du cinéma, des voyages, des spectacles, des parcs d'attraction... Les deux autres métiers se consacrent à la partie technologique et à la partie sociale et juridique. » Actuellement Canalce compte 4 000 CE abonnés et 1,3 millions d'utilisateurs.

La crise économique n'a pas affaibli cette PME de 100 salariés. Bien au contraire : « Nous renforçons et adaptons nos offres : côté salariés, nous proposons des produits anticrise tels que des bons d'achat ; côté CE, nous avons des solutions économiques pour accompagner les élus de CE dans leurs passages difficiles. Nous informons sur le droit social et proposons une expertise comptable. » Avec un CA de 30 millions d'euros en 2009, la croissance reste soutenue. « Nous avons enregistré une croissance de plus de 35% » Ce développement a permis une dizaine d'acquisitions à ce jour. Canalce compte cinq agences, la dernière vient de s'ouvrir à Strasbourg (ndlr : les quatre autres agences se situent à Boulogne-Billancourt, Rennes, Lyon et Bordeaux).

1000 et 1 projets

L'optimisme fait partie intégrante de son

concept managérial, la communication en est un autre pilier important. Sa plus grande réussite en tant que dirigeante ? « Je suis fière d'avoir créé 100 postes qui nourrissent 100 familles et d'avoir établi tout un réseau de partenaires et d'actions. » Dans les cinq ans à venir elle souhaite continuer la croissance organique et externe tout en développant de nouveaux marchés, notamment pour les petites entreprises sans CE. Elle envisage de travailler davantage la proximité locale pour être plus proche des régions mais aussi de se faire un nom auprès des CE internationaux. « Pour fidéliser les clients il est nécessaire de développer la gamme de produits et l'innovation, comme une nouvelle rubrique autour des centrales d'achat, de l'électroménager et de l'automobile ou du développement des tickets dématérialisés. »

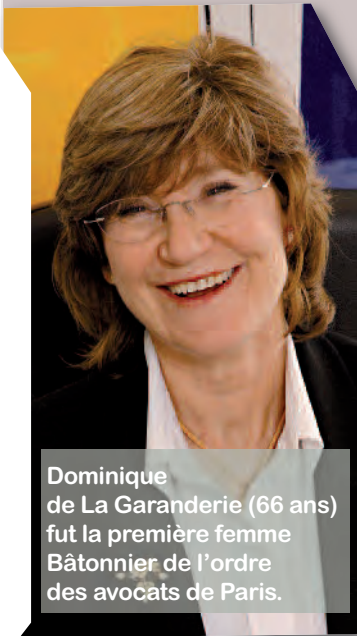
Ne pas culpabiliser

Cette chef d'entreprise estime crucial de s'organiser pour combiner vie de famille et vie professionnelle. A la maison elle délègue en utilisant les « services à la personne » - comme le soutien scolaire, le ménage, etc. Sandra trouve important de savoir prendre du recul et de ne jamais culpabiliser. Tous les mercredis, elle déjeune avec ses deux garçons (onze et treize ans) et réserve les week-ends à sa famille. Elle ne voit que des avantages dans le fait d'être une femme dirigeante. « Nous sommes pragmatiques et assez polyvalentes car à la maison nous faisons beaucoup de choses. Nous avons la fibre managériale et relationnelle, sans oublier que nous allons jusqu'au bout. » Elle ne regrette pas la création de son entreprise – pour elle ce serait à refaire sans contestation. « C'est une expérience formidable. »

Il y a dix ans cette mère de famille de deux enfants a eu l'idée de créer Canalce - aujourd'hui leader français des prestations de service et de loisirs pour les comités d'entreprises.



Pour en savoir plus : www.canalce.fr



Dominique de La Garanderie (66 ans) fut la première femme Bâtonnier de l'ordre des avocats de Paris.

Agée de 66 ans, Dominique de La Garanderie fut la première femme Bâtonnier de l'Ordre des avocats de Paris. Avec une expérience de 40 ans consacrée au droit du travail, elle témoigne de l'évolution profonde de cette profession et de son métier tout en évoquant les défis qui l'attendent.

« C'est un métier extrêmement gratifiant »

Dominique de La Garanderie est éprise de son travail d'avocate. Née en 1943 elle a obtenu son diplôme d'études supérieures de droit privé avec mention. Elle a fait sa prestation de serment en 1968 au Barreau de Paris où elle exerce toujours – spécialisée en droit au travail. En 2000 elle a fondé l'association française des femmes juristes (AFFJ). Cette structure a comme objectif de promouvoir le droit des femmes et d'être attentives aux questions auxquelles elles sont confrontées. « *Cela va des violences faites aux femmes jusqu'à leurs présence dans les Conseils d'Administration en passant par la non discrimination et l'égalité des rémunérations.* » Le travail de l'AFFJ permet de donner - avec un regard de juriste - l'avis sur un texte, une convention internationale « *ou même susciter des débats pour toutes les questions concernant les femmes.* »

Ce qui anime toujours sa passion c'est cette adaptation permanente. « *C'est un métier dans lequel on ne cesse jamais d'apprendre tout en bénéficiant dans le même temps de l'expérience précédente.* » Si chaque jour est différent, pour elle c'est également un métier extrêmement gratifiant. « *Les satisfactions que peuvent avoir les clients quand un dossier aboutit sont autant de récompenses.* » Elle regrette seulement que les médias ne donnent une image de sa profession qu'à travers les juridictions pénales.

Où sont les femmes ?

Dominique de La Garanderie a été la première femme élue Bâtonnier de l'Ordre des Avocats de Paris, d'abord pour exercer en 1996 une année en tant que « dauphin » puis pendant deux ans en tant que Bâtonnier. Il

faut savoir que l'Ordre de la capitale représente la moitié des avocats de France. « *A l'époque, bien que les femmes soient majoritaires en faculté de droit et à l'Ecole de Formation du Barreau, elles n'étaient pas encore à égalité au sein du Barreau.* » Les temps ont bien changé car selon cette experte « *la parité a été atteinte en 2009.* » Mais s'il y a une majorité de femmes magistrats, elles occupent plus rarement les postes à responsabilité, comme elle le souligne. Peu de femmes sont alors associées dans les grands cabinets et on rencontre très peu de présidentes de juridictions. « *Lorsque j'ai été élue (...) il fallait bien que les hommes aient voté pour moi, même si la différence entre le premier et le deuxième tour, significative, résulte d'un ferme soutien féminin.* » Néanmoins en 2010 deux femmes se portent candidates pour devenir Bâtonnier.

Un poste à haute responsabilité

D'après elle pour réussir en tant que Bâtonnier il en est « *comme pour les postes de responsabilité* », il est primordial d'écouter, de réfléchir, d'agir et d'avoir une bonne connaissance des dossiers. « *Il n'y pas de place pour l'improvisation.* » Dominique de La Garanderie précise que l'autorité dans une telle fonction est fondée d'abord et avant tout sur le travail et aussi sur la qualité des relations avec les collaborateurs, les clients, l'environnement professionnel et humain. Selon elle, les femmes qui souhaitent devenir Bâtonnier « *doivent être totalement impliquées dans cet engagement* ». Elle a cofondé le cabinet La Garanderie & Associés. Ce dernier est dédié exclusivement au Droit social et à la Gouvernance d'entreprise. Elle et ses associés couvrent tout type d'activité dans ce domaine :



« Cela va de la négociation en passant par le contrat de travail jusqu'aux audits sociaux qui contrôlent la situation d'une entreprise sur le plan social, mais aussi dans le domaine de la sécurité sociale. » Elle observe que les audits sont toujours particulièrement appréciés par les entreprises car elles leur permettent de dégager des économies et une plus grande efficacité notamment en matière de gouvernance. « De nouvelles règles se mettent en place, or, les entreprises ne se rendent pas compte obligatoirement des risques qu'elles peuvent prendre en fixant leurs propres règles dans des codes d'éthique par exemple. »

En tant que femme engagée elle a été membre de la Commission nationale consultative des droits de l'Homme. Elle est membre du Conseil d'Administration de Renault depuis 2003 et du Conseil de Surveillance de Holcim France Benelux depuis 2006. Elle occupe aussi le poste de vice-présidente du groupe de travail international sur la gouvernance d'entreprise dans le secteur privé mis en place par l'OCDE depuis 2005. Sans oublier qu'elle est également membre de l'Observatoire sur la Responsabilité Sociétale des Entreprises (ORSE).

L'avocat exemplaire du 21^{ème} siècle

« Mme le Bâtonnier » fut enseignante universitaire en Droit du travail et forme encore des jeunes juristes dans divers instituts privés et aussi à l'École de Formation du Barreau. Pour elle les qualités d'un bon avocat de nos jours sont évidentes : Indépendamment d'une expression orale consacrée par le concours d'éloquence des secrétaires de la

conférence, c'est une éthique, le respect des règles déontologiques fortes, telles que le secret professionnel, l'appréciation des conflits d'intérêts et le refus de mettre un client dans un risque de conflit d'intérêt, l'indépendance. « L'indépendance d'un avocat doit être au cœur de sa personnalité. ». Elle sait que sa profession et son métier « ont considérablement changé ». En 1968 elle assurait des contentieux devant le Conseil de Prud'hommes. A cette époque « les questions de calcul d'indemnité de clientèle ou de congés payés étaient plus fréquentes qu'une négociation d'accord d'entreprise. Nos métiers ont changé avec l'apparition des questions de société. » Désormais le droit fait partie de la stratégie de l'entreprise. « L'épargne salariale, les restructurations, les négociations démontrent que ces domaines ont considérablement évolué. » Elle précise que les négociations obligatoires ont sensiblement modifié « notre rôle en tant qu'avocats conseil en droit social ». Une question clé aujourd'hui est la suivante : Quelles réponses de l'entreprise à la mondialisation ? Depuis quelques années on a aussi ajouté au sein de son cabinet une réflexion et une aide aux entreprises sur le plan de l'organisation de leur gouvernance et de la responsabilité sociétale. Une matière « totalement nouvelle et passionnante » pour cette avocate. Pour les années à venir, Dominique de La Garanderie souhaite que le droit soit au cœur de la cité et que les avocats puissent accompagner dans tous les actes de leur vie civile et professionnelle, les hommes, les femmes et les entreprises, que chacun ait accès à ce droit. « Connaître ses droits, les faire respecter c'est aussi reconnaître ses devoirs. N'y a-t-il pas là le socle même d'une société plus juste et équilibrée ? »



Pour en savoir plus :
www.lagaranderie.fr

Le mobile en mode

« Ecolo »



A l'heure où les mots recyclage et développement durable sont dans toutes les bouches, les grandes marques de haute technologie ne cessent de travailler sur des appareils plus respectueux de notre environnement. Leur imagination est sans bornes pour **satisfaire notre fibre écolo et réduire l'impact environnemental du produit**. Coques en matériaux recyclés (extraits de bouteilles en plastique) qui ne contiennent pas de substances nocives comme les retardants de flamme bromurés, les PVC ou les phtalates et chargeurs qui consomment très peu, quand ils ne sont pas là qu'en appoint grâce aux panneaux solaires intégrés, sont au programme des nouvelles gammes « vertes ».

Notre sélection



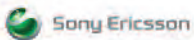
Le **LG Pop GD510** est doté d'un couvercle de batterie supplémentaire qui intègre un panneau solaire permettant de recharger la batterie. Respectant les directives de l'Union européenne concernant les matériaux dangereux, il est dépourvu de substances telles que le plomb, le cadmium, le mercure, le chrome hexavalent, le polybromobiphényle et le polybromodiphényléther. De plus, l'emballage utilisé est composé de papier recyclé imprimé à l'encre de soja. Le LG Pop est de surcroît le mobile à écran tactile 3 pouces le plus petit disponible actuellement sur le marché. Il est équipé d'un appareil 3 mégapixels et d'une mémoire interne de 8 Go.



Le **Samsung Blue Earth** est alimenté par des panneaux solaires intégrés. Le chargeur d'appoint fourni ne consomme que 0,03 W en veille. Le fabricant a travaillé sur l'interface pour attirer l'attention des utilisateurs sur la préservation de l'environnement. Il dispose d'un "Eco-Mode" accessible d'un clic et d'une application Eco-Walk, pour évaluer la quantité de CO2 épargnée grâce à la marche à pied. Il dispose d'une connectivité sans fil Bluetooth 2.1 (moins gourmand en énergie que le BT 2.0), et de 130 Mo de mémoire interne extensible par port microSD.



Le **Sony Ericsson Green Heart** comprend entre autres un boîtier plastique biodégradable, un clavier en plastique recyclé et un chargeur économe (seulement 3,5mW en veille). Sony Ericsson va même jusqu'à fournir un manuel d'utilisation électronique, en format HTML, pour économiser le papier.



**GreenHeart™
Phone**



Notre coup de cœur...



Un agent virtuel intelligent

Disponibles 24H/24, 7J/7, les agents virtuels apportent une « touche humaine » aux sites web et deviennent le point de contact privilégié des internautes en termes de demandes d'informations, d'aide à la navigation, de conseil ou d'assistance. Avec plus de 10 millions par mois, de dialogues Clients traités avec succès, les solutions proposées par VirtuOz, leader en la matière, permettent aux entreprises d'optimiser leurs revenus en ligne, d'améliorer leur expérience utilisateur et de réduire leurs coûts opérationnels de support. L'Agent Virtuel propose une solution innovante pour répondre efficacement à la demande de l'utilisateur. Après avoir soumis sa question, le client se laisse guider, à travers un dialogue interactif, vers la réponse qui correspond à sa demande spécifique. En effet, l'Agent Virtuel peut interroger l'utilisateur, se baser sur les informations du back office pour personnaliser l'échange et lui proposer des réponses pertinentes.

De véritables assistants personnels

La nouvelle génération des Agents Virtuels Intelligents (basée sur une technologie inédite « Autolearn ») pousse plus loin l'expérience client. Leurs capacités de raisonnement et de compréhension en constante évolution, leur permettent d'interagir naturellement avec l'internaute, de répondre à ses questions de façon personnalisée et même de réaliser des actions pour lui en temps réel, comme la modification de son mot de passe, le changement de coordonnées, l'accès direct à des informations personnalisées...



Pour en savoir plus :
www.virtuoz.fr

**3E COUV
PUB
GSC**

**3E COUV
PUB
GNP**

**4E COUV
PUB
REUNICA**